Les problèmes économiques posés par le retour de l'Alsace à la France

The economic problems raised by the comeback of Alsace to France

Welche wirtschaftlichen Probleme entstehen durch die Rückkehr des Elsass zu Frankreich?

Michel Hau

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/alsace/3426>

DOI : 10.4000/alsace.3426

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2018

Pagination : 13-28

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Michel Hau, « Les problèmes économiques posés par le retour de l'Alsace à la France », *Revue d'Alsace* [En ligne], 144 | 2018, mis en ligne le 01 septembre 2019, consulté le 15 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/3426> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.3426>

Les problèmes économiques posés par le retour de l'Alsace à la France

Michel Hau

13

Le climat politique de 1918 est très différent, par ses effets sur l'économie, de celui de 1871. En 1871, une partie du patronat, notamment dans le Haut-Rhin, choisit d'émigrer en France et le développement industriel de l'Alsace connaît alors un ralentissement brutal, accentué par la Grande Dépression qui frappe l'Europe au même moment. La courbe du produit physique alsacien, qui synthétise les évolutions de 11 productions agricoles et 13 productions industrielles¹ oppose nettement la période de l'annexion et celle du retour à la France. Cette dernière est marquée au contraire par une vive expansion qui ne cesse qu'en 1930 (voir figure ci-après).

Les Allemands qui sont expulsés d'Alsace après 1918 appartiennent largement au milieu de l'administration. Il n'y a parmi eux que quelques industriels. Souvent de confession israélite, ces patrons avaient pour seul tort d'avoir justement choisi l'Alsace pour son état d'esprit plus libre et plus tolérant. Leurs usines, comme celle de Wolf, Netter et Jacobi à Strasbourg², sont mises sous séquestre et revendues à des bailleurs de fonds français. Les Mines de potasse d'Alsace sont, quant à elles, nationalisées.

Les restrictions du temps de guerre prennent vite fin en Alsace, contrairement à ce qui se passe en Allemagne. Les autorités monétaires françaises acceptent de changer le mark à sa parité d'avant-guerre pour les habitants des départements recouvrés, soit un taux de 1 mark pour

1. Michel HAU, *L'industrialisation de l'Alsace (1803-1939)*, Strasbourg, Association des Publications près les Universités de Strasbourg, 1987, p. 27 à 61 et 441 à 460.

2. Wolf, Netter et Jacobi avaient une autre usine en Allemagne. Elle sera « aryanisée » en 1938.

Évolution du Produit agricole et industriel alsacien (1816-1938). Source : Michel HAU, *L'industrialisation de l'Alsace (1803-1939)*, Strasbourg, Association des Publications près les Universités de Strasbourg, 1987, p. 30.

1,25 francs, ce qui accroît le pouvoir d'achat de la population alsacienne. L'Alsace conserve les avantages de la législation allemande dans le domaine des prestations sociales.

Mais deux problèmes se posent très vite : celui des débouchés, avec la perte du marché allemand et la nécessaire réadaptation au marché français, et celui de l'inclusion dans un espace social, administratif et culturel qui n'est plus celui de la France d'avant 1870.

La perte du marché allemand

Le problème de la franchise douanière vers l'Allemagne

Le souci des industriels alsaciens est, en 1918, de ne pas perdre les débouchés allemands qu'ils ont mis beaucoup de temps à conquérir. Ils rejoignent en cela les préoccupations des hommes d'affaires du reste de la France, sensibles aux perturbations considérables que la concurrence

alsacienne pourrait causer sur leur marché intérieur : le retour de l'Alsace à la France accroît en effet le potentiel de production de l'industrie française de 23 % pour les tissus de laine, de 27 % pour les filés de coton, de 33 % pour les tissus de coton et de 123 % pour les tissus imprimés.

Le gouvernement français s'efforce de maintenir aussi longtemps que possible une franchise douanière pour les produits alsaciens entrant en Allemagne. En fait, les difficultés ne viennent pas des Allemands, mais des Anglais. Les négociateurs français du traité de Versailles se heurtent aux réticences de leurs homologues britanniques, qui cherchent à écarter toute disposition de nature à empêcher l'industrie d'outre-Manche de prendre la place de l'industrie alsacienne sur le marché allemand. Les Français parviennent à obtenir un régime transitoire d'une durée de cinq ans. Les articles 68 et 268 du traité de paix stipulent que, durant cette période, les produits originaires ou en provenance des territoires alsaciens et lorrains réunis à la France entreront en franchise en Allemagne, dans la limite des quantités moyennes qui y avaient été expédiées de 1911 à 1913.

En fait, les événements évoluent d'une façon que personne n'avait prévue : en 1922, par suite de la dépréciation accélérée du mark, les expéditions d'étoffes imprimées, de filés et de produits semi-finis alsaciens sur le marché allemand s'effondrent brutalement. Seules se maintiennent les exportations de tissus légers. Les ventes en Allemagne ne reprennent qu'après la stabilisation monétaire de novembre 1923, et elles atteignent pendant l'année 1924, dernière de la période transitoire, un volume égal à la moitié seulement de celui de 1911-1913.

Après l'expiration de la franchise d'exportation vers l'Allemagne, on pourrait s'attendre à une grave crise de mévente. Mais c'est le contraire qui se produit. Cette fois, c'est la dépréciation du franc sur le marché des changes qui permet aux exportations alsaciennes de se développer à nouveau à la fin de l'année 1925. Mais, à plus long terme, il est clair qu'un courant d'exportation vers l'Allemagne ne peut se maintenir durablement sans une réduction des tarifs douaniers allemands.

Le traité franco-allemand de 1927

C'est pourquoi le gouvernement français engage dès 1925 des négociations commerciales avec le gouvernement allemand. Les négociations se concluent le 17 août 1927. Le traité de commerce franco-

allemand accorde aux filés français une réduction sur le tarif général du même montant que celle qui a déjà été consentie à l'Angleterre, à la Suisse et à la Tchécoslovaquie. Particulièrement intéressante pour l'industrie alsacienne est la réduction de 30 % sur les droits frappant les tissus légers. Le traité de 1927 permet une reprise des exportations françaises de filés et de tissus vers l'Allemagne. Ce pays devient ainsi le principal marché pour le premier produit français d'exportation de l'époque, les articles textiles.

16

Avantagée par sa position géographique, sa connaissance du marché allemand et son orientation vers les toiles fines, l'Alsace récolte une bonne part des commandes de l'Allemagne adressées à l'industrie textile française : les consommateurs allemands apprécient toujours les tissus de Mulhouse et de Sainte-Marie-aux-Mines, tandis que la confection allemande continue à se fournir en tissus légers auprès de l'industrie haut-rhinoise.

Mais la prospérité sera de courte durée. À la fin de 1927, les entreprises vosgiennes, dont les coûts salariaux sont inférieurs, commencent à grignoter les positions des firmes alsaciennes sur le marché allemand. Au printemps 1928, l'économie allemande entre en récession, un an et demi avant le krach boursier new-yorkais, et le marché textile allemand s'enfonce dans une crise profonde et durable.

Le marché sarrois

Parmi les débouchés allemands de l'industrie alsacienne, le marché de la Sarre occupe une place privilégiée, en raison de sa proximité géographique et de son statut juridique particulier. Après une période où il est soumis à un régime de libre-échange, le territoire de la Sarre est rattaché à l'espace douanier français, à partir de janvier 1925, pour une durée de dix ans. Les relations commerciales qui se sont nouées avant 1918 entre l'Alsace et la Sarre peuvent ainsi se prolonger durablement. Elles s'intensifient même en raison de la perte par l'une et l'autre de leurs débouchés allemands. Vers 1930, la Sarre absorbe 9,2 % des ventes de textiles alsaciens, 30 % de la production des minoteries du Bas-Rhin, 40 % de celle de ses malteries, 20 à 60 % de celle de sa construction électrique et jusqu'à 75 % de celle de certaines de ses entreprises de confection. Enfin, l'Alsace bénéficie d'un quasi-monopole pour les livraisons de sucre en Sarre. Les deux régions sont complémentaires : en échange de ses

expéditions de produits fabriqués, l'Alsace s'approvisionne en charbon et en produits sidérurgiques sarrois. Quand, en 1929, s'ouvrent des négociations franco-allemandes à propos du futur régime douanier de la Sarre, les milieux d'affaires alsaciens manifestent leur inquiétude. Mais le gouvernement français paraît résigné à la perte du marché sarrois pour les produits industriels et son action s'exerce surtout en faveur des produits agricoles. En 1935, la Sarre sera rattachée au *Reich* sans qu'aucun régime particulier ne soit prévu pour les textiles alsaciens.

La réadaptation au marché français

Le marché de la reconstruction de 1919 à 1925

Les problèmes de réadaptation sont différés de quelques années : jusqu'à l'achèvement de la reconstruction dans les régions dévastées du Nord et de l'Est de la France, le marché intérieur français offre des débouchés considérables alors que le potentiel industriel alsacien est resté presque intact (la région de Thann exceptée). En raison du passage à la journée de huit heures, les entreprises alsaciennes ne parviennent même pas à honorer toutes les commandes émanant des maisons de commerce parisiennes. Les dépenses de reconstruction offrent des débouchés importants aux industries du bâtiment et aux industries métallurgiques alsaciennes. Dans le secteur de l'équipement, la construction de machines textiles et le matériel pour brasserie atteignent un haut degré d'activité. La firme De Dietrich développe sa production d'appareils de chauffage central. Ungerer, fabricant d'horloges d'édifices, agrandit ses ateliers. Les Forges de Strasbourg réalisent de nombreuses charpentes métalliques et la Société alsacienne de constructions mécaniques remplit en 1920 son carnet de commandes de locomotives. Les industriels alsaciens souffrent seulement d'être payés avec retard par l'Office des régions libérées.

La minoterie, la sucrerie, la brasserie, le textile et les matériaux réfractaires, obtiennent pour quelques années des débouchés assurés en remplaçant sur le marché français leurs homologues du Nord, de Picardie et de Champagne. Mais la reconstruction industrielle des départements de la ligne de front s'achève en 1925. À partir de ce moment, leurs entreprises entrent en compétition avec l'industrie alsacienne. Or, comme on va le voir, les conditions de la concurrence sur le marché intérieur français ne jouent plus en faveur de l'Alsace autant qu'avant 1870.

L'industrie textile alsacienne concurrencée par l'industrie textile vosgienne

Après 1918, l'Alsace ne retrouve plus, dans l'ensemble français, la situation de région à bas salaires qui était la sienne avant 1870. Elle se situe désormais à des niveaux voisins de ceux du Nord et de la Normandie. Dans le Bas-Rhin, les coûts salariaux sont plus élevés que la moyenne française (même calculée en incluant les salaires parisiens). L'avantage qu'a représenté initialement, pour l'industrie alsacienne, sa main-d'œuvre pléthorique et bon marché a fini par être dévoré, durant la seconde moitié du XIX^e siècle, par la poursuite de l'industrialisation. Après avoir épuisé les dernières poches de main-d'œuvre bon marché des villages les plus reculés, l'industrie alsacienne doit désormais affronter la concurrence commerciale de régions à salaires inférieurs, notamment le flanc lorrain des Vosges, où une partie des patrons alsaciens avaient relocalisé leurs usines après 1870.

L'Alsace doit, de plus, supporter des charges fiscales et sociales supérieures à celles des autres régions françaises. Au moins jusqu'au vote de la loi française sur les assurances sociales, en 1930, les charges sociales héritées du système bismarckien y pèsent plus lourd sur les entreprises que dans le reste de la France.

Lorsque l'industrie cotonnière lilloise achève de reconstituer ses équipements, la concurrence s'intensifie sur le marché national et les entreprises vosgiennes y défendent mieux leur place que les entreprises alsaciennes.

Une forte expansion sur le marché français pour la construction mécanique et électrique ainsi que la chimie

Des industries exposées jusque-là à une vive concurrence allemande prennent un essor remarquable : l'extraction de la potasse, dont la production décuple entre 1919 et 1929, la fabrication de chaussures autour de La Walck, la production d'alcool et la brasserie. Certaines industries se créent même pour remplacer des fournisseurs allemands, notamment dans la production de bois contreplaqués, d'appareils de signalisation pour les chemins de fer ou de meubles de bureau.

Mais c'est surtout dans la construction mécanique et électrique que l'industrie alsacienne profite de l'ouverture du marché français. Grâce au niveau élevé de qualification technique et professionnelle de sa main-d'œuvre, l'Alsace développe sa production de biens d'équipement et de biens de consommation durables vers les autres régions françaises, en partie aux dépens des fournisseurs étrangers de biens d'équipement (anglais, allemands, suisses). À côté des quelques grandes entreprises déjà existantes (Société alsacienne de constructions mécaniques, De Dietrich, Nicolas Schlumberger et Cie), de nombreuses petites et moyennes entreprises familiales surgissent sur tout le territoire. Il est impossible d'en dresser une liste exhaustive. Pour donner une idée de leur diversité, nous citerons J. Spiertz et Cie, entreprise constructrice de presses hydrauliques fondée avant la Première Guerre mondiale, Comessa, qui produit à Schiltigheim, à partir de 1920, du matériel pour chemins de fer à voie étroite et des moteurs diesel, Manurhin, qui se lance dans la production de machines de cartoucherie. Les équipements pour les industries alimentaires sont une spécialité alsacienne à forte croissance, avec les maisons Wickersheimer pour les fours de boulangers, ou Quiri pour les appareils frigorifiques.

L'Alsace devient une grande région productrice d'électricité, avec la réalisation du barrage de Kembs, entre 1927 et 1932 par une société privée, Énergie électrique du Rhin. Cet ouvrage est alors l'un des plus importants du monde, avec une production de 700 M kwh / an³. Avec d'autres sociétés productrices d'électricité, elle prend des participations dans des producteurs d'appareils utilisant l'électricité de nuit, comme la Société des procédés Sauter, qui produit des appareils de chauffage à accumulation, ou la Société alsacienne de véhicules électriques. Parallèlement, de nombreuses petites entreprises de construction électrique voient le jour et certaines d'entre elles occupent plusieurs dizaines de salariés à la fin des années vingt : Socomec (interrupteurs, prises, tableaux industriels), Haefely (isolants, gros transformateurs), Baco (équipements pour la distribution d'électricité, disjoncteurs), Téléc (matériels de téléphonie intérieure) ou Clemessy (gros équipements électriques).

3. Le Dnieprogués achevé la même année, aura une capacité de production 3,6 milliards de kwh / an.

L'industrie chimique alsacienne poursuit son développement avec trois grands ensembles de productions. D'abord, il y a la fabrication des produits minéraux, avec la société Thann et Mulhouse. Ensuite, la production de viscose, avec les Soieries de Strasbourg, et Soie artificielle d'Alsace. Enfin, il y a les premières matières plastiques, avec l'entreprise créée à Huningue en 1921 par Joseph Frossard et Camille Rébert. Au total, l'industrie chimique alsacienne voit ses effectifs progresser de 3 000 salariés avant la Première Guerre mondiale à plus de 5 000 dans les années trente. Mais c'est moins que les 7 000 que l'on peut dénombrer au même moment dans la ville de Bâle.

La construction automobile prend son essor en Alsace avec Ettore Bugatti et Émile Mathis. Le premier, qui produisait avant 1914 des voitures de sport à Molsheim, est parti pour la France, où il a mis au point des moteurs d'avion pour les Alliés. Il retrouve ses usines après la guerre. Sa production se limite à quelques centaines de voitures par an, mais, servie par des victoires dans les courses automobiles, elle attire à Molsheim une clientèle riche venue du monde entier. Le second se lance dans la construction automobile avec un esprit différent. Moins que la performance sportive, il recherche la conquête d'une clientèle la plus large possible. Il rentre en possession de ses usines, mises sous séquestre en 1916 à la suite de son engagement dans l'armée française, et organise la production de modèles légers, robustes et économiques. Pour faire face au développement de la demande, il réorganise et étend considérablement, en 1928, ses usines de la Meinau. L'ensemble peut produire 75 voitures par jour, ce qui fait de Mathis le quatrième constructeur français, derrière Renault, Peugeot et Citroën. Il emploie directement 3 800 ouvriers et en fait travailler près de 10 000 dans les entreprises sous-traitantes.

Mais, malgré cette diversification, l'Alsace reste encore très orientée vers le textile, qui emploie, lors du recensement de 1926, 31,6 % de sa population industrielle. C'est pourquoi la Grande Crise va la frapper avec une particulière acuité, surtout à Mulhouse.

Le débouché de l'empire français

Le retour dans l'espace français signifie aussi un accès privilégié au deuxième empire colonial du monde. Dans les années 1920, il compte 100 millions d'habitants, soit 5 % de la population mondiale. Les entrepreneurs alsaciens s'intéressent à ce débouché et créent à Mulhouse

un office ayant pour but de diffuser des renseignements de nature économique sur les territoires de l'empire français, et une compagnie textile d'exportation pour y commercialiser leurs tissus de coton.

Mais les colonies françaises sont loin de constituer un bloc commercial monolithique avec la métropole. Les territoires d'Afrique, l'Algérie exceptée, frappent de droits (toutefois modérés) les produits provenant de France. Ils sont mal protégés contre la contrebande des produits anglais introduits à partir de territoires voisins. Partout la concurrence japonaise se fait sentir dans le domaine du textile. À partir de 1935, une concurrence industrielle viendra des colonies elles-mêmes. L'Indochine et Pondichéry commenceront à produire des filés et des tissus de coton. Sur ces marchés, la concurrence est donc plus vive que ce que l'on serait tenté de croire.

Le débouché colonial s'avèrera moins décevant pour l'industrie mécanique alsacienne. De Dietrich, avec ses autorails vendus en Afrique du Nord et en Syrie, et la SACM, avec ses locomotives vendues aux chemins de fer franco-éthiopiens et indochinois, y réaliseront une partie substantielle de leur chiffre d'affaires à la veille de la Seconde guerre mondiale.

Un espace économique français devenu moins favorable à l'industrie après 1870

L'Alsace de Dollfus plongée dans la France de Pouyer-Quertier

Depuis l'Ancien Régime, la France a constitué au fil des siècles un vaste espace économique protégé et supervisé par un État puissant. Ses producteurs se sont habitués à compter sur un marché intérieur réservé. Le traité de libre-échange de 1860 n'a pas eu le temps d'y modifier les mentalités. Le grand vent saint-simonien qui s'était levé sur la France à l'époque du Second Empire est retombé après la chute de Napoléon III. Le patron normand protectionniste Augustin Pouyer-Quertier, ministre des Finances au moment du traité de 1871, a pris revanche sur le patron alsacien libre-échangiste Jean Dollfus. Les hommes politiques de la III^e République se défient du grand patronat industriel qu'ils taxent d'affairisme, et redoutent la montée en puissance d'une classe ouvrière perçue, après la tragédie de la Commune, comme un facteur de troubles

intérieurs. Ils préfèrent promouvoir une France de paysans et d'artisans, protégée à la fois de la lutte des classes et des dangers du commerce mondial. Après 1870, une grande partie de la bourgeoisie française recherche plus que jamais, dans les carrières de la haute fonction publique le moyen de maintenir son rang et son prestige.

L'état d'esprit qui anime les populations de l'espace rhénan diffère depuis longtemps de celui qui prévaut en France de l'intérieur et qui se renforce après la séparation d'avec l'Alsace-Lorraine. Les producteurs des bords du Rhin n'ont pas disposé, dans le passé, d'un vaste marché intérieur unifié et protégé comme l'était la France de Colbert. Là où l'État est resté faible, et dispersé en de multiples petites principautés, l'entreprise est devenue puissante et la logique du marché a eu tendance à s'imposer à tous les esprits, de haut en bas de l'échelle sociale. Ayant, jusqu'à 1790, vécu hors de l'espace douanier français, sous le régime de « province à l'instar de l'étranger effectif », l'Alsace n'échappe pas à cette règle. Son inclusion tardive dans la France protectionniste n'a pas eu le temps d'effacer un état d'esprit industriel et à l'écoute du marché international. Après 1870, son rattachement à l'Allemagne l'a placée dans un espace plus ouvert, surtout après les mesures de désarmement douanier prises sous le chancelier Caprivi. À la fin du XIX^e siècle encore, les paysannes du canton de Sarre-Union tressent des chapeaux de paille qui sont exportés en Roumanie et en Amérique du Sud.

Après 1918, le milieu artisanal alsacien continuera à susciter en son sein de nouveaux patrons d'industrie, ayant réussi à transformer leurs ateliers en usines. Le monde ouvrier alsacien lui-même, profondément enraciné dans le milieu rural, voit souvent dans l'activité industrielle un moyen de combiner un salaire avec le revenu rapporté par une micro-exploitation agricole. Davantage que dans d'autres régions françaises, il recherche dans la formation professionnelle une possibilité d'ascension sociale. Quant à la bourgeoisie alsacienne, elle continuera après 1918 à s'orienter plus fortement que dans le reste de la France vers les carrières de l'industrie.

La priorité donnée à l'agriculture sur l'industrie

Dans les discussions qui précèdent la conclusion des nouveaux traités de commerce des années 1920, les négociateurs français montrent une volonté nettement affirmée de développer les exportations agricoles françaises, aux dépens des producteurs industriels français. Pour ménager

les intérêts viticoles, les gouvernements français n'accordent pas aux pays d'Europe du Sud les facilités que ceux-ci réclament pour leurs vins. De ce fait, ils obtiennent moins de concessions en retour pour les exportations industrielles françaises que les gouvernements anglais et allemand pour les exportations industrielles de leurs pays.

La branche qui connaît alors la croissance la plus rapide est l'industrie de l'extraction et du traitement de la potasse. Son essor débute après le retour de l'Alsace à la France, car l'Allemagne possédait d'autres grands gisements. Mais l'industrie potassique ne représentera pas, pour la région, une source de capitaux et ne donnera pas naissance à un véritable complexe chimique. Actionnaire majoritaire de la Société commerciale des potasses d'Alsace, l'État français fait prévaloir une politique de bas prix de vente dans l'intérêt des agriculteurs. La potasse d'Alsace est vendue au-dessous du prix mondial jusqu'en 1930. Après cette date, les prix internationaux s'effondrent. L'occasion de passer d'une industrie extractive à une industrie chimique complexe orientée vers les besoins de l'agriculture ne sera pas saisie.

Un enseignement moins orienté vers les matières techniques et professionnelles

Le système éducatif français est moins tourné vers les professions industrielles que le système éducatif allemand, pour des raisons très profondes, ancrées dans le corps politique et la société. En France, la Contre-Réforme catholique a donné la priorité à la formation d'une élite intellectuelle capable de répliquer trait pour trait à tous les arguments des protestants. Les jésuites, qui ont posé les fondations de l'enseignement secondaire français, ont mis l'accent sur la rhétorique et négligé les sciences expérimentales. Leurs méthodes sont copiées à partir de la Révolution par l'enseignement public, avec une finalité différente, celle de créer des élites sincèrement républicaines.

Par la suite, toutes les initiatives prises pour développer l'enseignement technique en France butent sur une volonté permanente du ministère de l'Instruction publique de promouvoir la culture générale la plus étendue possible dans toutes les filières de formation et d'en contrôler étroitement les contenus. Durant les XIX^e et XX^e siècles, l'enseignement français vise à former des citoyens, animés par une morale républicaine, alors que l'enseignement allemand met davantage l'accent sur la préparation à la vie professionnelle.

Après la Première Guerre mondiale, en 1919, un plan de développement de l'enseignement technique et professionnel est mis en place en France par la loi Astier. Celle-ci crée des cours professionnels obligatoires pour tous les apprentis et accroît les soutiens financiers apportés à l'enseignement technique. Cet embryon d'enseignement technique et professionnel est alors supervisé par le ministère du Commerce et de l'Industrie. Mais le ministère de l'Instruction publique voit d'un mauvais œil le développement d'une nouvelle filière d'enseignement secondaire qui échapperait à son contrôle. Il parvient à ses fins en 1920 avec le rattachement de l'enseignement technique au ministère de l'Instruction publique. Cette rectification de frontière ne facilitera pas le développement de l'enseignement des matières techniques.

Mais l'intérêt éprouvé par la population alsacienne pour les formations professionnelles et techniques se maintient après 1918. Cette caractéristique de l'Alsace perdurera. Dans une thèse soutenue en 1980 à l'Université des Sciences Humaines de Strasbourg, le démographe Claude Régnier s'étonnera de constater, après étude des recensements de 1954 à 1975, que l'Alsace est la région française comptant le moins de bacheliers par habitant, mais que c'est aussi celle où les taux de chômage sont alors les plus bas...

Un facteur favorable : le développement du port de Strasbourg

Toutefois, le gouvernement français tient compte des intérêts de l'Alsace en ce qui concerne la fonction portuaire de Strasbourg. Il ne va plus, comme avant 1870, favoriser les ports de mer français aux dépens de la voie rhénane et de Strasbourg. Le décret du 23 décembre 1919 exonère de droit d'entrepôt les marchandises arrivées à Strasbourg par le Rhin, à la double condition qu'elles soient passées vers Anvers et qu'elles y soient parvenues en droiture. Soucieux de développer le trafic portuaire de Strasbourg, le gouvernement français accorde au grand port alsacien des contingents élevés pour l'introduction du charbon allemand. C'est pourquoi l'Alsace peut continuer à utiliser essentiellement le charbon de la Ruhr. Le prix moyen du charbon en Alsace est, malgré les droits de douane, supérieur de moitié seulement au prix sur le carreau des mines françaises. Ainsi, les charbons importés par Strasbourg sont compétitifs avec les charbons français dans une large zone qui s'étend, à l'ouest,

jusqu'à Châlons-sur-Marne et, au sud, jusqu'à Lyon. Le retour de l'Alsace à la France ne s'accompagne donc pas d'une dégradation des conditions de son approvisionnement charbonnier.

Le gouvernement français projette notamment de redonner à Strasbourg son statut de grande métropole commerciale européenne. L'approfondissement du canal Marne-Rhin et du canal Rhône-Rhin est réalisé sur la branche menant vers la Suisse. Dès 1924, les péniches de 300 tonnes peuvent circuler sans allègement sur l'embranchement de Huningue.

Enfin, l'État français finance en grande partie, avec la création du Port autonome, le doublement des installations portuaires strasbourgeoises et l'aménagement d'une vaste zone industrielle qui restera longtemps aux trois quarts vide.

Conclusion

Au total, le retour de l'Alsace à la France ne se traduit pas sur le plan économique par une crise économique comme celle qui a suivi l'annexion de 1871. Les difficultés se limitent à l'industrie textile. Les autres activités, notamment la construction électrique et mécanique, les grands chantiers de travaux publics et l'extraction minière, connaissent alors une forte expansion. C'est la première victoire électorale du parti nazi, en septembre 1930, qui, en accréditant la perspective d'une nouvelle guerre, va faire cesser les investissements industriels en Alsace et pousser nombre de patrons alsaciens à rechercher des sites de repli dans la France de l'intérieur.

Résumé

Les problèmes économiques posés par le retour de l'Alsace à la France

Le souci des industriels alsaciens est, en 1918, de ne pas perdre les débouchés allemands qu'ils ont su conquérir après 1870. Ils rejoignent en cela les préoccupations des hommes d'affaires du reste de la France, qui craignent la concurrence alsacienne. Le gouvernement français parvient à obtenir pour les expéditions alsaciennes vers l'Allemagne un régime de franchise d'une durée de cinq ans. Puis le traité de commerce de 1927 avec l'Allemagne prévoit, sur les textiles français, des réductions de droits qui bénéficient en priorité à l'Alsace.

L'inclusion de l'Alsace dans l'espace douanier français, aux caractéristiques très protectionnistes, empêche d'obtenir des concessions des autres pays en matière de tarifs douaniers, notamment sur les exportations industrielles. En revanche, des industries exposées jusque-là à une vive concurrence allemande prennent leur essor en Alsace, notamment l'extraction de la potasse, la fabrication de chaussures, et la brasserie.

Les conditions de la concurrence sur le marché intérieur français jouent moins en faveur de l'Alsace qu'au XIX^e siècle. Le textile alsacien doit désormais affronter la concurrence de l'industrie vosgienne, qui travaille avec des coûts salariaux inférieurs.

Le retour à la France donne un accès privilégié à l'empire colonial français, mais les frontières des colonies africaines sont perméables à la contrebande des textiles anglais et japonais.

Le gouvernement français projette de redonner à Strasbourg son statut de grande métropole commerciale européenne. Il contribue au doublement des installations portuaires strasbourgeoises et met fin à la taxe qui frappait les marchandises d'outre-mer acheminées par la voie rhénane.

Zusammenfassung

Welche wirtschaftlichen Probleme entstehen durch die Rückkehr des Elsass zu Frankreich?

1918 machen sich elsässischen Industriellen Sorgen darüber den Zugang zum deutschen Markt, den sie nach 1870 erlangt hatten, zu verlieren. Auch die Geschäftsleute des restlichen Frankreichs fürchten die Konkurrenz aus dem Elsass. Die französische Regierung erreicht für den elsässischen Export nach Deutschland Gebührenfreiheit für den Zeitraum von fünf Jahren. Das Abkommen von 1927 garantiert niedrige Zölle auf die Ausfuhr von Textilien, die überwiegend dem Elsass zugutekommen.

27

Die Eingliederung des Elsass in das sehr protektionistisch ausgelegte französische Zollgebiet verhindert das Erreichen von Zugeständnissen anderer Länder, besonders auf Industrieprodukte. Dafür werden aber Betriebe, die bis jetzt der deutschen Konkurrenz ausgesetzt waren, z.B. die Kaliförderung, die Schuhherstellung, Brauereien, einen Aufschwung erleben.

Die Wettbewerbslage ist jedoch auf dem französischen Binnenmarkt nicht so vorteilhaft wie im 19. Jhdt. Elsässische Textilwaren stehen jetzt in Konkurrenz mit jenen aus den Vogesen, wo mit geringeren Lohnkosten produziert wird.

Die Rückkehr zu Frankreich öffnet den Zugang zu den französischen Kolonien, aber die afrikanischen Gebiete sind sehr durchlässig für englische und japanische Schmuggelware.

Die französische Regierung will Straßburg seine Stellung als große europäische Handelsmetropole zurückgeben. Sie sorgt für die Verdoppelung der Hafenfläche und beendet die Versteuerung von Überseeware, die über der Rhein eingeführt wird.

Summary

The economic problems raised by the comeback of Alsace to France

In 1918 Alsatian industrialists were anxious to maintain the German marketing outlets they had been able to conquer after 1870. They were actually sharing these preoccupations with businessmen in the rest of France who were concerned about the possible Alsatian competitors. The French government managed to negotiate a five-year duty free régime for exportations from Alsace to Germany. Then in the 1927 trade agreements with Germany French textile industry products were granted tariff reductions which mainly benefited Alsace.

The presence now of Alsace in the French customs' area with its most protectionist features made it impossible to be offered customs tariff concessions – particularly in the field of industrial exportation – by any other country. By contrast, those of the local industries that had so far suffered from the fierce competition of German firms were able to take off, particularly potash mines, shoe factories and breweries.

The competition of the internal French market boosted Alsace less than it did in the 19th century. The Alsatian textile industry was being challenged by factories of the Vosges valleys with their definitely lower wage bills.

The comeback to France gave access to new markets in the French colonial Empire, knowing that African natural resources were being threatened by smuggled English and Japanese products.

The French government planned to make Strasbourg a major European business metropolis again, contributing to a considerable extension of its port facilities and doing away with the taxes on overseas goods forwarded by the Rhine waterway.